

Yom Ha Shoah
Mardi 3 mai 2016, 19h30
Salle des Fêtes de Carouge

Journée du souvenir de la Shoah

Madame le Maire,
Excellence,
Monsieur le Président du Comité d'Organisation,
Mesdames, Messieurs,
Chers amis,

Le 12 octobre 1940, jour de Yom Kippour, Ludwig Fischer, officier supérieur allemand et gouverneur du district de Varsovie, ordonne aux habitants juifs de cette ville qui ne seraient pas déjà installés dans son quartier juif, quartier nommé « zone d'épidémie », de s'y rendre sous quinzaine.

Comme on peut aisément l'imaginer, les déménagements s'opèrent dans un esprit de terreur et de panique.

Le désormais « ghetto de Varsovie » est cerné d'un mur et fermé le 16 novembre 1940. 40% de la population de la ville y sont entassés sur 8% de sa superficie.

On n'y vit pas dans le ghetto, on y survit, on y meurt. De faim, de froid, de maladies.

Ce soir, à l'occasion de Yom Ha Shoah, c'est l'insurrection du ghetto de Varsovie que l'on commémore (19 avril-16 mai 1943), c'est l'héroïsme des combattants et des résistants juifs, c'est leur mémoire et celle de toutes les victimes de la barbarie nazie que je veux rappeler.

Sept décennies ont passé depuis cette profonde blessure faite au peuple juif et à l'humanité tout entière.

Dans le génocide des juifs, comme dans les autres génocides d'ailleurs, il est important de se souvenir que l'on n'a pas commencé par organiser des rafles, des ghettos ou des camps, pas plus que l'on n'a commencé par éliminer des hommes, des femmes et des enfants !

Non : bien avant « l'élimination », on a commencé par dire et écrire des mots.

Des mots qui désignent, qui hiérarchisent, qui excluent, qui déshumanisent.

Des mots qui peu à peu préparent les esprits à accepter le pire, puis à le réaliser.

Des mots inscrits en toute bonne conscience dans des lois et des règlements qui interdiront à des femmes et à des hommes juifs d'exercer leur profession de médecin, de fonctionnaire, de magistrat, ou à des jeunes d'étudier, ou qui les obligeront à se signaler par le port d'une étoile.

La déshumanisation est en marche, le « plan » peut s'appliquer.

Appliqué, il le fut précisément, consciencieusement, minutieusement ; il le fut par des fonctionnaires modèles qui ont fractionné le travail, histoire de ne pas en porter seuls le poids et la responsabilité :

- « Je n'ai fait que conduire le train ! » ;
- « Je n'ai fait que tenir le registre du camp ! » ;
- « Je n'ai fait qu'obéir aux ordres ! » ;
- « Ce n'est pas moi, c'est le système ! J'ai la conscience tranquille... ».

« Tous, **nous disait Primo Lévi**, tous, nous devrions savoir, ou nous souvenir, que lorsqu'Hitler ou Mussolini parlaient en public, ils étaient crus, applaudis, admirés.

Les idées qu'ils proclamaient étaient en général aberrantes, stupides, cruelles, et pourtant ils furent acclamés et suivis jusqu'à leur mort par des milliers de fidèles.

Ces fidèles n'étaient pas des bourreaux-nés, mais des hommes quelconques, ordinaires, prêts à croire et à obéir sans discuter.

Il faut donc nous méfier de ceux qui cherchent à nous convaincre par d'autres voix que celle de la raison.

Dans la haine nazie, il n'y a rien de rationnel.

Nous ne pouvons pas la comprendre, mais nous devons comprendre d'où elle est issue et nous tenir sur nos gardes. Si la comprendre est impossible, la connaître est nécessaire parce que ce qui est arrivé peut recommencer. ».

Le 7 mars dernier, au cours d'une soirée au GIL, j'ai eu la chance de rencontrer et d'entendre Serge et Beate Klarsfeld. Ce moment absolument incroyable laissera en moi une trace indélébile. Leur vie est une véritable page d'histoire contemporaine et leur témoignage un exemple de courage.

Sans haine, avec des paroles graves et justes, Serge et Beate Klarsfeld nous ont raconté le « combat de leur vie » pour la justice et contre les nazis, des nazis dont la plupart ont trop longtemps profité des aléas politico-juridiques de l'immédiat après-guerre pour filer entre les doigts de la justice et vivre en toute tranquillité, qui en bon père de famille, qui en magistrat respecté, qui en chef d'entreprise apprécié.

J'ai ressenti chez Serge et Beate Klarsfeld une sorte de « force tranquille », pour reprendre les mots célèbres d'un ancien président de la République française, président qui pourtant s'est abstenu de contribuer au combat des Klarsfeld contre Papon, ce qu'il reconnaîtra plus tard.

A l'image du rassemblement de ce 7 mars au GIL, les actions et les paroles de Madame et Monsieur Klarsfeld n'ont pas eu pour objectif de « venger » mais de rendre justice et de garder vivante et vivace la mémoire de ces femmes, de ces hommes et de ces enfants victimes du nazisme, persuadés que « *ceux qui ne se souviennent pas du passé sont condamnés à le revivre* », pour reprendre les mots de l'écrivain et philosophe américain George Santayana.

La manière de lutter de Serge et Beate Klarsfeld a donné les résultats que l'on sait : elle a permis l'arrestation et le jugement de nombreux dignitaires nazis ayant servi en France, ainsi que leurs auxiliaires français. Leur attitude est un exemple pour nous tous : un combat gagnant et juste est un combat que l'on mène jusqu'au bout, inlassablement, avec obstination, avec pour message implicite que l'impunité ne doit pas l'emporter sur la justice, en usant au besoin de faits hauts en couleur, telle la gifle infligée en novembre 1968 par Beate Klarsfeld à Kurt Georg Kiesinger, ancien nazi devenu chancelier.

Ainsi, 71 ans après la mort de l'orchestrateur de la « solution finale », celui dont on s'abstiendra de prononcer le nom ce soir, en cette année 2016 marquée par la réédition très discutée de son infâme Mein Kampf et du programme politique qu'il contient, la guerre contre l'antisémitisme et pour le maintien de la mémoire de la « catastrophe » – ou de la « Shoah » en hébreu – doit être poursuivie inlassablement.

Si le nazisme du *Parti national-socialiste des travailleurs allemands*¹ de 1925 et des années suivantes est mort, l'antisémitisme dit « ordinaire », lui, est bien vivant, comme le sont les sentiments d'exclusion relevant du racisme à l'endroit des groupes minoritaires ou des personnes réputées « inférieures » car homosexuelles, handicapées ou d'origine étrangère. Malgré mille et une luttes acharnées, malgré des décennies d'éducation et de progrès, malgré les lois, malgré les organismes spécialisés, cette bête-là n'est pas morte et peut-être ne le sera-t-elle jamais.

C'est pour cette raison qu'il est nécessaire de rester vigilants et de veiller. A Genève, le Conseil d'Etat l'a bien compris : il a tenu à inscrire parmi ses priorités la lutte contre le racisme et l'antisémitisme.

Chaque année, en mars, le bureau de l'intégration de mon département coordonne la semaine genevoise d'action contre le racisme. Ce sont des dizaines d'activités concrètes qui sont organisées avec le concours des élèves, des jeunes et des associations du canton.

Le but de cette semaine d'action contre le racisme, dont le succès est grandissant d'année en année, est de favoriser la cohésion sociale, le respect mutuel, le respect de l'autre et de ses différences.

A ce propos, dans ce cadre, plusieurs actions ont été entreprises de concert avec la LICRA, notamment avec notre ami Pierre Weiss trop tôt disparu.

Premier du genre en Suisse, le *Centre d'écoute de victimes de racisme* répond et assiste les personnes désorientées face à des paroles ou des actes racistes ou antisémites dont elles seraient victimes. Cet organisme financé par mon département permet ainsi à notre canton de répondre aux recommandations de la Confédération et de la *Commission européenne contre le racisme et l'intolérance* (ECRI).

A relever que la CICAD est l'un des membres fondateurs de cet organisme créé en 2014.

Conjuguée aux politiques publiques traitant de sécurité, de formation, d'emploi ou de lutte contre la précarité, l'action de l'Etat contre le racisme et l'antisémitisme permet de prévenir la montée de l'exclusion et de favoriser la cohésion sociale.

¹ Nationalsozialistische Deutsche Arbeiterpartei, désigné sous le sigle NSDAP

Mais tout cela ne serait qu'un coup d'épée dans l'eau si l'action de l'Etat n'était imprégnée des valeurs républicaines qui fondent notre société, c'est-à-dire l'égalité, le respect mutuel, la justice, la laïcité, celle-là même qui permet à chacune et à chacun de trouver sa place dans une société plurielle, libérale et démocratique.

Puissions-nous tous, en tout temps et là où nous sommes, être les dignes successeurs de ceux qui furent dans les jours les plus sombres de l'Histoire les victimes des horreurs et, alors que le révisionnisme et l'oubli font des ravages, de porter à notre tour le poids et la responsabilité du maintien de leur mémoire.

Je vous remercie de votre attention.

Pierre Maudet
Carouge, le 3 mai 2016